

Henri Guillemin

**La vérité
sur l'affaire Pétain**

éditions d'utovie

PRÉCISIONS

C'est par un matin de l'été 1945 que mon père, un peu avant le déjeuner, sortant de la pièce où il écrivait, me dit : « Viens faire quelques pas avec moi dans le verger ». Nous étions pour quelques jours chez des amis à Boudevilliers (Val de Ruz) dans le Jura suisse au-dessus de Neuchâtel. L'herbe était encore humide d'une pluie matinale, mais il faisait beau et les feuilles des pruniers et pommiers brillaient de verts différents.

Il mit la main sur mon épaule et me dit : « J'ai un secret à te confier ! Seuls ta maman et toi êtes au courant : je suis en train d'écrire un livre sur Pétain et le publierai sous un pseudonyme Cassius : un général romain que tu ne dois pas connaître. Je suis obligé de garder l'anonymat par obligation de réserve vis à vis des fonctions que je viens d'accepter à l'Ambassade de France. Mais j'ai des choses à dire sur Pétain, choses qui sont tues dans le procès en cours et qui seront délibérément gommées de l'histoire dans quelques années ».

C'est ainsi que j'eus connaissance de *La Vé-*

rité sur l'affaire Pétain. Le secret fut bien gardé et même Patrick Berthier qui, pour écrire *Le Cas Guillemin*, eut de longs entretiens confiants et chaleureux, qui reçut de réelles confidences, ignorait ce texte avant que je propose d'en révéler l'existence à Monsieur Darreau, libraire à Mâcon qui, avec la Mairie, avait organisé en 1994 une exposition Guillemin.

Je sais ne pas trahir la volonté de mon père en dévoilant son secret car j'en avais parlé avec lui dans les années 80, lui demandant s'il n'avait pas envie d'en obtenir une réédition, signée cette fois. Il m'avait répondu « non, car cela supposerait que je me replonge dans des recherches considérables étant donnés tous les matériaux historiques accessibles depuis 1945, et j'ai d'autres préoccupations ». « Et puis, avait-il ajouté, j'ai repris dans *Nationalistes et Nationaux* les idées essentielles de ce texte. Tu feras ce que tu voudras après ma mort, mais relis-le bien avant de donner ton accord à une réédition ».

J'ai relu attentivement ce bref essai, écrit à *chaud*, rapidement, sans avoir la possibilité matérielle de consulter tous les documents et archives, du moins ceux qui n'ont pas été détruits.

C'est un document *typique* de la *technique* Guillemin dans la méthode d'abord : il cherche les arguments de sa thèse essentiellement dans les ouvrages qui saluèrent avec ferveur la pensée du Maréchal et son régime; dans la forme ensuite qu'il indique en avant-propos : « il est

certain que l'affaire Pétain comporte une ambiance dont les historiens de l'avenir ne percevront peut-être pas autant que nous, gens d'aujourd'hui (1945) la réalité précise, les vibrations, l'odeur ». C'est cela qui le passionnait.

Sans doute y a-t-il eu quelques erreurs de détail. Dans un exemplaire de l'ouvrage qu'il avait feuilleté, je trouve, page 90, de sa main : « faux » en face de la fonction attribuée à Dejean, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères. Ainsi, mais cela lui avait échappé, Charles Roux n'est pas encore Secrétaire Général du même ministère lorsqu'il est consulté au sujet du poste de Ministre des Affaires Etrangères pour Laval. Il ne le sera que le lendemain.

De même, il signale que dès 1927 et à nouveau en 1932, le Maréchal Pétain a incité le Conseil Supérieur de la Guerre à refuser d'accorder les crédits nécessaires à la fortification de la frontière du Nord. Ce ne pouvait être, à l'époque, par souci d'éviter une confrontation avec l'Allemagne nazie car déjà pour Pétain l'ennemi n'était pas à l'extérieur. Henri Guillemin aurait dû le rappeler.

Trop de choses importantes révélées dans ce texte sont aujourd'hui presque oubliées. Il me paraissait donc sain de les faire remonter en surface.

Philippe Guillemin,
Bruxelles, juin 1996.

AVANT-PROPOS

Valéry a raison de parler, à propos de l'Histoire, de sa « formation difficile » ; « c'est en quelque sorte, ajoute-t-il, l'avenir du passé qui est en question ». Travail encore plus délicat lorsqu'il s'agit d'histoire contemporaine. Cette proximité même des faits à étudier offre cependant un grand avantage. Le fameux « recul », si nécessaire paraît-il pour bien juger, prive l'historien d'éléments précieux : l'air du temps, l'atmosphère où se sont déroulés les événements qu'il examine. Or il est certain que l'Affaire Pétain comporte une ambiance dont les historiens de l'avenir ne percevront peut-être pas autant que nous, gens d'aujourd'hui, la réalité précise, les vibrations, l'odeur.

Si la Suisse, par exemple, s'y intéresse au point où elle le fait, c'est qu'il est trop évident que l'affaire n'est pas uniquement française ; elle soulève autre chose qu'une pure curiosité objective ; indice déjà que sa nature est particulière. On dirait que d'aucuns y portent la même attention qu'à une aventure, en somme, qui les concernerait. Tout se passe comme si, dans le monde, dans chaque nation, bien des hommes s'y sentaient impliqués. Ils ne le disent point, mais leur attitude et l'espèce de passion

qu'on leur voit suppléent à leur silence ; et il n'est pas exclu que ce drame demeure, par la volonté de certains, une question toujours ouverte, où les « bons » s'opposeront aux « méchants ».

Le présent livre est un essai, une simple contribution patiente, une tentative pour mettre au clair ce qui ne se révèle qu'à l'enquêteur minutieux. La « littérature » du sujet est fort abondante, mais la critique des sources est une des premières lois de la connaissance historique. Il nous a donc semblé convenable de ne faire état qu'avec circonspection des écrits hostiles au maréchal Pétain, pour puiser nos informations essentielles dans les ouvrages qui saluèrent avec faveur sa personne et son régime.

POSITION DU PROBLÈME

A la fin du mois de juin 1940, les graves événements qui venaient de se dérouler en France apparaissaient à l'opinion publique à peu près ainsi : sous une terrible attaque des forces allemandes, commencée le 10 mai, le front français avait cédé ; la situation était rapidement devenue tragique ; le gouvernement avait alors fait appel à deux très grands chefs militaires : Weygand, nommé généralissime en remplacement de Gamelin, et le maréchal Pétain lui-même. Philippe Pétain, survivant des maréchaux victorieux de 1918, homme étranger aux querelles politiques, octogénaire d'un admirable maintien et revêtu d'un prestige sans égal, acceptait, en une heure austère, de participer au pouvoir. Le 18 mai 1940, il devenait, dans le cabinet Paul Reynaud, ministre d'Etat et vice-président du Conseil.

Bien vite, hélas ! le maréchal Pétain avait dû reconnaître que la partie était perdue ; devenu président du Conseil le 16 juin au soir, il avait, le 17, déclaré aux Français : « C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut tenter de cesser le combat. » Il demandait l'armistice. Son nom, sa gloire, son âge imposeraient sans doute respect à l'Allemagne. Le chancelier Hitler lui-même aurait des égards pour le « vainqueur de Verdun ». La France avait cette chance, dans son désastre, de trouver, pour parler en son nom à l'ennemi triomphant, un grand soldat irréprochable. « Comme je ne pouvais plus être votre glaive, dira plus tard le Maréchal à ses compatriotes¹, je voulais au moins être votre bouclier. » Et, dans sa première allocution de chef de gouvernement, le 17 juin, le maréchal Pétain avait prononcé ces mots : « Je fais don de ma personne à la France pour atténuer son malheur. »

Une réforme, trop nécessaire, des institutions allait suivre. Certes, les troupes allemandes occupaient une partie considérable du pays. Mais si déjà une zone « libre » existait, il avait été convenu, en outre, que tout le territoire, y compris la zone occupée, demeurerait soumis à

¹ Dernier message du Maréchal, 20 août 1944. Et cf. également sa déclaration à l'ouverture des débats du procès, 23 juillet 1945.

l'administration civile du Maréchal. La France, en somme, pouvait croire qu'elle avait trouvé son Hindenburg. « Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal », disait Philippe Pétain le 25 juin ; et il ajoutait : « Un ordre nouveau commence. »

Telle était la surface des choses. Il est intéressant de chercher à pénétrer ce qu'elle recouvrait.

Ce maréchal de France qu'on avait vu si vite conclure à la défaite irrémédiable et à la nécessité de l'armistice, quels étaient au vrai ses antécédents, quel avait été, en particulier, son rôle exact pendant la Grande Guerre ?

Ce nouveau venu qui semblait surgir à l'improviste dans la vie politique, quittant avec abnégation pour le service de la patrie l'effacement dont il s'était toujours fait une loi, était-il en vérité le sage que l'on décrivait aux Français, le soldat étranger aux querelles civiles, le vieillard auguste qui dira de lui-même : « A mon âge, lorsqu'on a fait à son pays le don de sa personne, il n'est plus de sacrifice auquel on veuille se dérober ¹ » ? Il est « venu seul au pouvoir », affirmera l'un de ses porte-paroles ; « il n'était pas suivi d'une troupe de partisans » ². Et c'est devant le Conseil d'Etat, le 19 août 1941, que le maréchal Pétain prendra

¹ Message du 12 août 1941.

² Cf. René Benjamin, *Le grand Homme seul*, Plon, 1943, p. 11.

soin de souligner : « Par la force irrésistible des circonstances plus encore que par la volonté des hommes *et surtout par la mienne propre*, j'ai été placé à la tête de l'Etat. »

Examinons.

LE VAINQUEUR DE VERDUN

Pour connaître avec précision la conduite de Ph. Pétain pendant la guerre de 1914-1918, l'étude fondamentale qui s'offre à nous est la remarquable *Histoire de la Guerre mondiale* (4 vol.) publiée en 1936-1937 par les généraux Duffour, Daille, Hellot et Tournès. On se référera également aux *Mémoires* du maréchal Joffre ainsi qu'au grand ouvrage de Raymond Poincaré : *Au Service de la France*. Au livre hagiographique du général Laure (en collaboration avec le général Audet et les lieutenants-colonels Montjean et Buot de l'Epine) intitulé *Pétain* (Berger-Levrault, 1942) répond la très minutieuse analyse du général Chadebec de Lavalade, intitulée de même, mais avec un point interrogatif à la suite du nom propre : *Pétain ?* (Editions France - Levant, Beyrouth, 1943.) Un document intéressant a été procuré en outre par Pertinax dans l'appendice

II

PRÉLUDES

Et maintenant est-il vrai de dire qu'en 1940 le maréchal Pétain était dans la vie politique française un nouveau venu ?

Peut-être, avant de répondre à cette question, est-il nécessaire de considérer avec quelque soin le « climat » des années qui, en France, ont précédé la guerre de 1939.

On affirme souvent qu'une des grandes fautes, un des malheurs de la politique française et son aveuglement principal entre les deux guerres, consiste en ceci : que les esprits, dans l'ensemble, n'eurent d'attention qu'aux seuls problèmes intérieurs, problèmes économiques et sociaux, et se détournèrent follement des menaces, pourtant évidentes, que l'Allemagne faisait peser sur la vie même de la nation. Or il est faux de prétendre qu'il n'y eut pas de connexion entre la politique intérieure française et les événements internatio-

Précisions pour cette nouvelle édition <i>par Philippe Guillemin</i>	5
Avant-Propos	11
I Position du problème	13
II Le vainqueur de Verdun	17
III Préludes	29
IV La guerre	77
V Le désastre	93
VI La prise du pouvoir	113
A. 18 mai - 16 juin 1940	113
B. 16-24 juin 1940	132
C. 24 juin - 11 juillet 1940	154
VII Vichy	167
Conclusion	209